



CHAPITRE 98

Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre

[Sanctionnée le 15 décembre 1955]

CHAPTER 98

An Act to amend the charter of the town of St. Pierre

[Assented to, the 15th of December, 1955]

Préambule.

ATTE^{NDU} que la ville Saint-Pierre a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 100, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 128,
am. pour
la ville.

Certains
locataires.

1. L'article 128 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe *c* du paragraphe 1, le paragraphe suivant:

"*d*) Toute personne tenant feu et lieu dans la municipalité en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation, dans le quartier pour lequel la liste est faite, en vue de l'établissement de la valeur locative de telle habitation pour fins de la taxe de l'eau perçue par la cité de Montréal, suivant entente intervenue entre ladite cité de Montréal et la ville Saint-Pierre."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

2. Le premier alinéa du paragraphe 28°, de l'article 427, de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Preamble.

WHEREAS the town of St. Pierre has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter the act 8 Edouard VII, chapter 100, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,
c. 233,
s. 128,
am. for
town.

1. Section 128 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after sub-paragraph *c* of subsection 1, the following sub-paragraph:

"*d*. Every person, being a resident householder in the municipality under a lease, whose name is entered on the valuation roll, as tenant of a dwelling-house or part of a dwelling-house in the ward for which the list is made, with a view to establishing the rental value of such dwelling-house for the purpose of the water-rate collected by the city of Montreal, following an agreement made between the said city of Montreal and the town of Saint-Pierre."

Certain
tenants.

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

2. The first paragraph of subsection 28, of section 427, of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

Drainage
des ter-
rains.

"28° Pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situés dans la municipalité ou hors de ses limites, et de plus, lorsque situé dans la municipalité, en prescrire la direction, en changer le site, pour le rapprocher de la ligne de division, en amener les eaux dans les égouts de la ville, même si tel fossé ou cours d'eau a été l'objet d'un procès-verbal et qu'il soit situé sur la propriété privée ou sur la propriété publique; pour payer le coût de ces travaux, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la ville ou le produit d'une taxe spéciale imposée sur les immeubles que le conseil juge devoir en bénéficier; pour déterminer la répartition de cette taxe, soit en raison de l'évaluation, de la superficie ou du front de ces terrains, ou autrement."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Rues.

3. Le paragraphe 1° de l'article 429, de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"1° Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (chapitre 242), pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, et pour en payer le coût, en tout ou en partie, à même les fonds généraux de la municipalité, ou au moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans un rayon déterminé par le conseil et pour prescrire une répartition de cette taxe soit en raison de l'étendue de front de ces immeubles, soit d'après leur évaluation; toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Subdivi-
sion de
lots, etc.

4. Le paragraphe 8° de l'article 429, de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"8° Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de lots situés dans les limites de la municipalité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs

"28. To cause to be opened, dug, enlarged, covered and maintained, any ditch necessary for drainage, boundary or division ditch or water-course situate in the municipality or beyond the boundaries thereof, and moreover, when situated in the municipality, to direct the flow, to bring it nearer the division line, change the site or bring the water into the town's sewers, even if such ditch or water course has been regulated by a procès-verbal, and whether situated on private or public property; to pay the cost of such works, in whole or in part, out of the general funds of the town, or by levying a special tax on all immoveables, which, according to the council will benefit by such works; and to prescribe the mode in which such assessment shall be made, either according to the valuation, the area or the frontage of the lots, or otherwise."

Drainage
ditches,
etc.

3. Paragraph 1 of section 429, of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"1. Subject to the provisions of the Public Street Act (chapter 242), to order the opening of new streets, the closing, the widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making and maintaining the streets of the municipality, and to pay the whole or part of the cost thereof out of the general funds of the municipality, or by means of a special tax on the owners of immovable property situated within a radius determined by the council, and to prescribe an apportionment of such tax, either according to the frontage of such immoveables or according to their valuation; however, the by-law ordering the closing of one or of several streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force;"

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.
Streets.

4. Paragraph 8 of section 429, of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"8. To regulate the subdivision or cancellation of subdivision of lots situated within the limits of the municipality, to compel the proprietors to submit their sub-

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.
Subdivi-
sion of
lots, etc.

plans de subdivisions à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées, à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

division plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivision whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Propreté
des rues,
etc.

5. Le paragraphe 19° de l'article 429, de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"19° Pour décréter que la ville entretiendra, balaiera, arrosera et tiendra en état de propreté tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques; pour décréter que la ville enlèvera la neige ou la glace, en tout ou en partie, de tous ou de quelques-uns de ses trottoirs, rues et places publiques. Ces travaux seront payés à même les fonds généraux de la ville."

5. Paragraph 19 of section 429, of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:
"19. To enact that the town shall maintain, sweep, sprinkle, and keep clean all or some of its sidewalks, streets or public places; to enact that the town shall remove the snow or ice in whole or in part, from all or some of its sidewalks, streets and public places. Such works shall be paid for out of the general funds of the town."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 429, le suivant:

"**429a.** Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au poste de police de la ville.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant audit poste et en y payant comme amende une somme que le conseil est autorisé par règlement à déterminer, mais qui ne doit pas excéder cinq dollars. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par l'officier en charge du poste libèrent ladite personne de toute autre pénalité relative à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 429, the following:

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police station of the town.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the said station and by paying thereat as fine a sum which the council is authorized to fix by by-law, but which shall not exceed five dollars. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the officer in charge of the station shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to comply therewith

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.
Cleaning
of streets,
etc.

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

Notice
of sum-
mons.

Payment
to avoid
com-
plaint.

Com-
plaint.

dans le délai qui y est mentionné, une plainte peut être portée contre elle, conformément à la loi, devant la cour de juridiction compétente."

within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him, according to law, before the court of competent jurisdiction."

S.R.,
c. 233,
s. 454a,
aj. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 454, le suivant:

7. The Cities and Towns Act is amended, by adding, after section 454, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 454a,
added
for town.

Travaux
d'aqueduc
et
d'égouts.

"454a. Le conseil peut décréter, par règlement, approuvé par les électeurs propriétaires, de la manière déterminée dans le cas d'un règlement d'emprunt, et par le lieutenant-gouverneur en conseil, que des travaux d'aqueduc ou d'égouts soient exécutés, et que ces aqueduc et égouts soient entretenus et opérés en commun par la ville Saint-Pierre et par une ou des municipalités voisines ou par une seule municipalité, dans le territoire de l'une ou de l'autre des municipalités; que des ouvrages existant dans la ville Saint-Pierre ou dans une ou plusieurs des municipalités voisines soient utilisés en commun; que le service d'eau soit fourni par la ville Saint-Pierre en tout ou en partie à une ou plusieurs municipalités voisines; que la ville Saint-Pierre fasse avec ces municipalités toute entente concernant l'exécution, l'entretien, l'opération de ces travaux ou le coût du service d'eau; qu'elle détermine avec elles la répartition du coût de ces travaux, le mode de paiement, l'indemnité périodique ou non payable pour l'usage de ces ouvrages ou pour le service d'eau fourni par la ville Saint-Pierre à l'une ou l'autre de ces municipalités. Le coût de ces travaux ou la partie du coût de ces travaux à être payé par la ville Saint-Pierre et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation des règlements, les frais d'acte et la négociation de l'emprunt sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles imposables de la ville."

"454a. The council, by by-law approved by the electors who are property-owners, in the manner determined in the case of a borrowing by-law, and by the Lieutenant-Governor in Council, may order that waterworks and sewer works be executed, and that such waterworks and sewers be maintained and operated jointly by the town of Saint-Pierre and by one or more neighbouring municipalities or by one municipality, in the territory of either one of such municipalities; that the systems existing in the town of Saint-Pierre or in one or more neighbouring municipalities be used jointly; that the town of Saint-Pierre be supplied with water, in whole or in part, by one or more neighbouring municipalities; that the town of Saint-Pierre make, with such municipalities, any agreement respecting the execution, maintaining and operating of such works, or the cost of the water-supply; that it determine with such municipalities the apportionment of the cost of such works, the mode of payment, the indemnity, periodical or not, to be paid for the use of such services or for the water service supplied by the town of Saint-Pierre to any of such municipalities. The cost of such works or the part thereof to be paid by the town of Saint-Pierre and the interest of the loan contracted for such works and the cost and expenses incurred in such case in the preparation of the by-laws, the cost of deeds and the negotiation of the loan, shall be paid by means of an assessment based upon the valuation of all the taxable immovables of the town."

Water-
works and
sewer
works.

S.R.,
c. 233,
s. 469,
am. pour
la ville.
Restau-
rants am-
bulants,
etc.

8. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant:

"6°a Pour réglementer, limiter le nombre de restaurants ou commerces ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis

8. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 6, the following:

"6a. To regulate and limit the number of itinerant stores or restaurants, or to prohibit the operating thereof within the town limits; to cancel their permits at any

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.
Itinerant
resta-
urants, etc.

en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.
Nombre
de taxis,
etc.

9. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

"9°a Pour déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner aux postes indiqués par les règlements; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée; pour décréter et régler l'imposition et l'inspection de taximètres; pour révoquer le permis accordé au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième récidive à la loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession ou au Code criminel; pour déterminer dans la municipalité les endroits où les taxis, faisant le transport de voyageurs, pourront arrêter ou stationner."

9. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 9, the following:

"9a. To fix the number of taxis which can be parked at stands indicated by the by-laws; to prohibit the same from being stationed at any place other than the authorized stands; to refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted; to order and regulate the installation and inspection of taximeters; to revoke the permit granted to a taxi-owner or driver in case of a third offense against the provincial motor vehicles law or against the municipal by-laws respecting traffic and public safety or against the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code; to determine, within the municipality, the places where taxis transporting passengers may stop or park."

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.
Number
of taxis,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.
Nuisances.

10. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritiques, papiers ou bouteilles vides, ou d'y garder des animaux ou volailles de basse-cour, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

10. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following:

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper of empty bottles, or to keep farm animals or poultry there, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.
Nuisance.

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la ville.

11. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 485, le suivant:

"485a. Le conseil pourra, par résolution, adjoindre des experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces

11. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 485, the following:

"485a. The council may, by resolution, provide the assessors with experts with a view of counselling and helping the

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for town

Experts
aux
estima-
teurs.

Experts
to asse-
sors.

derniers à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la ville ou de certaines catégories d'iceux."

former to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the town or of certain categories of such property."

S.R.,
c. 233,
a. 500,
remp.
pour la
ville.

12. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

12. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for town.

Réduction
ou aug-
mentation
d'évalua-
tion.

"500. Si après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelles constructions, additions ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir, dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou pour toute autre cause, le conseil peut, s'il juge que cette augmentation ou cette diminution de valeur est d'une importance notable, augmenter ou réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle, et établir la valeur locative de toute nouvelle construction.

"500. If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value by reason of new construction, additions or improvements, or of subdivision into building lots in the case of lands under cultivation, or suffers a reduction in value whether by fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems that such increase or reduction in value is of sufficient importance, increase or decrease the assessment of such property to its real value, and determine the rental value of any new construction.

Reduction
or in-
crease of
valuation.

Montant
des taxes
modifié.

Le montant des taxes municipales et scolaires, de la taxe d'eau et de la taxe d'affaires imposées sur cette propriété sera modifié en conséquence en tenant compte toutefois de la partie de l'année déjà écoulée, en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur et n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours. Toute telle modification du rôle est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé qui peut porter plainte et en appeler de la décision des estimateurs suivant la procédure indiquée dans la charte."

The amount of municipal and school taxes, water-rates and business taxes, imposed on such property, shall be altered accordingly, taking into account, however, the portion of the year already expired, so that the proprietor concerned shall pay on such increase of value and shall have the right to a reduction of taxes on the decrease in value only for the unexpired period of the current year. Every such alteration in the roll shall be subject to homologation by the council, after eight days notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the assessors, according to the procedure indicated in the charter."

Amount
of taxes
altered.

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la ville.

13. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 526, le suivant:

13. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 526, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for town.

Heures
de ferme-
tures.

"526a. Nonobstant toute loi ou règlement à ce contraire, toute personne, ou société ou compagnie qui exerce en même temps, dans un même magasin ou local, plusieurs commerces, occupations ou métiers dont les heures de fermeture, en vertu de la loi ou des règlements, ne sont pas identiques, doit fermer complètement son établissement et n'exercer aucun com-

"526a. Notwithstanding any law or by-law to the contrary, every person, firm or company carrying on at the same time, in the same store or premises, several trades, occupations or callings, the closing hours for which, under the law or by-laws, are not identical, must close his establishment completely and carry on no trade, occupation or calling therein as

Closing
hours.

merce, occupation ou métier dans sondit local ou magasin, dès qu'il est prohibé de le faire pour un seul desdits commerces, occupation ou métiers."

soon as the carrying on of one of the said trades, occupations and callings is prohibited."

S.R.,
c. 233,
a. 585a,
aj. pour
la ville.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 585, le suivant:

14. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto, after section 585, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 585a,
added
for town.

Travaux
d'aqueduc
et
d'égouts.

"585a. Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

"585a. The council may order, by by-law approved by the electors who are property-owners in the town and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the waterworks and sewers required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

Works for
water-
works and
sewers.

Cotisa-
tion.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la ville.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by means of an assessment based upon the valuation of all the taxable immoveables of the town.

Assess-
ment.

Charge
sur pro-
priétaire
bénéfi-
ciaire.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost of such works is charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

Charge
upon
benefit-
ting
owner.

Rôle de
percep-
tion.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Upon the completion of the works a collection roll shall be made according to law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they make use thereof.

Collection
roll.

Entrée
au rôle
ordinaire.

Cette taxe, imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.

Entry in
ordinary
roll.

Emploi de la taxe. Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

Vente d'effets non réclamés, etc. **15.** La ville peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués, par ses officiers de police, ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la ville a été obligée de pourvoir.

15. The town may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the town had to provide.

Responsabilité de la ville. Si ces biens sont réclamés après la vente, la ville ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

If such property be claimed after the sale, the town shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have incurred.

Destruction. Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la ville ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

If such objects, moveable effects or property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or use, such objects may be destroyed after publication of the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the town shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

1908, c. 100, s. 1, rempl. **16.** L'article 1 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 100, remplacé par l'article 1 de la loi 15 George V, chapitre 102, et par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 90, est de nouveau remplacé par le suivant:

16. Section 1 of the act 8 Edward VII, chapter 100, replaced by section 1 of the act 15 George V, chapter 102, and by section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 90, is again replaced by the following:

Territoire. "1. Le territoire borné, vers le nord-ouest par le lot numéro 116 du cadastre de la paroisse de Montréal, par le chemin de la Côte Saint-Luc et par la ligne nord-ouest de la rue Saint-Jacques ou chemin de Lachine en Haut, s'étendant de la ligne nord du lot numéro 4689 jusqu'au prolongement en ligne droit de la ligne nord-est du lot numéro 137; vers le nord, en partie par la ligne nord du lot numéro 4689

"1. The territory bounded on the northwest by lot number 116 of the cadastre of the parish of Montrael, by the Côte Saint-Luc road and by the northwest line of St. James street or Upper Lachine road, extending from the north line of lot number 4689 to the prolongation in a straight line of the northeast line of lot number 137; on the north, partly by the north line of lot number 4689 extending

s'étendant du tronçon nord de la ligne sud-ouest du numéro 138 jusqu'à la ligne nord-ouest de la rue Saint-Jacques ou chemin de Lachine en Haut, et en partie par la ligne sud de partie du lot numéro 4706 et par la ligne sud de l'emprise de la Commission du transport de Montréal étant partie des lots 138, 139 et 140 et par la rivière Saint-Pierre faisant partie de ladite emprise sur environ 100 pieds; vers le nord-est, en partie par le tronçon nord de la ligne sud-ouest du lot numéro 138 dont l'extrémité sud-est se termine à la ligne nord du lot numéro 4689 du même cadastre et ses prolongements au travers les lots 4712 et 4709, et en partie par le tronçon sud de la ligne sud-ouest dudit lot numéro 138 et son prolongement vers le nord-ouest au travers dudit lot 4689 et longeant la ligne nord-est du lot numéro 137, traversant la rue Saint-Jacques ou chemin de Lachine en Haut et se terminant à la ligne nord-ouest de ladite rue et le prolongement dudit tronçon sud au travers des lots numéros 4688 et 4706 où il se termine à la ligne sud-est dudit lot numéro 4706 et en partie par la ligne sud-ouest du lot 141 à partir de la ligne sud de l'emprise précitée de la Commission du transport de Montréal (partie du lot numéro 140 du même cadastre) et son prolongement en ligne droite au travers du lot numéro 1005 du cadastre de la paroisse de Lachine jusqu'à la rive nord du Canal Lachine; vers le sud-est par la rive nord du Canal Lachine jusqu'à sa rencontre avec le prolongement vers le sud de la ligne est du lot numéro 915 du cadastre de la paroisse de Lachine; vers le sud-ouest par le prolongement en dernier lieu précité, en passant à travers les lots numéros 1035 et 1026 dudit cadastre, et par ladite ligne nord-est du lot numéro 915 jusqu'à l'emprise sud-est du chemin de fer Ontario et Québec; de là par ladite emprise sud-est dudit chemin de fer jusqu'au prolongement vers le sud de la ligne nord-est du lot numéro 914 dudit cadastre; de là, par ledit prolongement et par ladite ligne nord-est dudit lot numéro 914, traversant le chemin de fer Ontario et Québec, puis le chemin de fer du Grand Tronc jusqu'à la ligne sud-est du lot numéro 913 dudit cadastre de la paroisse de Lachine, et de là par

from the north section of the southwest line of number 138 to the northwest line of St. James street or Upper Lachine road, and partly by the south line of a portion of lot number 4706 and by the south line of the Montreal Transportation Commission's right of way being a portion of lots 138, 139 and 140 and by the Saint-Pierre river forming part of the said right of way for about 100 feet; on the northeast, partly by the north section of the southwest line of lot number 138 whereof the southeast extremity ends at the north line of lot number 4689 of the same cadastre and its prolongations across lots 4712 and 4709, and partly by the south section of the southwest line of the said lot number 138 and its prolongation northwesterly across the said lot 4689 and along the northeast line of lot number 137, crossing St. James street or Upper Lachine road and ending at the northwest line of the said street and the prolongation of the said south section across lots numbers 4688 and 4706 where it ends at the southeast line of the said lot number 4706 and partly by the southwest line of lot 141 from the south line of the aforesaid Montreal Transportation Commission's right of way (part of lot number 140 of the same cadastre) and its extension in a straight line across lot number 1005 of the cadastre of the parish of Lachine to the north side of the Lachine Canal; on the southeast by the north side of the Lachine Canal to its meeting with the southerly prolongation of the east line of lot number 915 of the cadastre of the parish of Lachine; on the southwest by the last mentioned prolongation, crossing lots numbers 1035 and 1026 of the said cadastre, and by the said northeast line of lot number 915 to the southeast right of way of the Ontario and Quebec Railway; thence, by the said southeast right of way of the said railway to the southerly prolongation of the northeast line of lot number 914 of the said cadastre; thence, by the said prolongation and the said northeast line of the said lot number 914, crossing the Ontario and Quebec Railway, then the Grand Trunk Railway to the southeast line of lot number 913 of the said cadastre of the parish of Lachine, and thence, by the said southeast line of lot number 913

cette ligne sud-est du lot numéro 913 and its northeast line and that of number
et par sa ligne nord-est et celle du numéro 912 of the same cadastre to lot number
912 du même cadastre jusqu'au lot nu- 116 of the cadastre of the municipality of
méro 116 du cadastre de la municipalité the parish of Montreal."
de la paroisse de Montréal."

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

17. This act shall come into force on ^{Coming}
the day of its sanction. _{into force.}